



Servir pour l'ordre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée en arrière-pied et insérée au Bulletin Officiel des Établissements.

Papeete, le 22 avril 1862.
E. G. DE LA RICHERIE.

Le Commissaire Impérial :
L'Ordonnateur L.L. de Directeur de l'Intérieur,
TRINIDAD.

Par décret impérial en date du 15 janvier dernier, M. Bourney, J.-R. Eugène, sous-lieutenant au 2^e régiment d'infanterie de marine, est nommé lieutenant au même régiment.

PARTIE - NON OFFICIELLE.

SERVICE DE LA POSTE.

Le brick-goulette du Protectorat, *Julien*, partira le 30 de ce mois, chargé du service des dépêches, pour Valparaiso et Payta.

L'avion à vapeur, le *Latacunga-Treville*, est attendu dans la première quinzaine du mois de mai, porteur des dépêches d'Europe, prises à Payta le 4 avril.

Le transport la *Dorade*, partira de Papeete, le 5 juillet prochain, pour le service de la correspondance.

Sont en cours de navigation entre, Taiti et les ports de Valparaiso et Payta, les trois navires dont les noms suivent, chargés du transport des dépêches publiques et des passagers de l'Etat :

Le *Latacunga-Treville* ;

Le *Sumur*, brick-goulette du Protectorat ;

L'*Esim*, pétrelle du Protectorat.

Le transport la *Dorade*, de la station locale, est arrivé le 21 du courant, porteur des dépêches d'Europe jusqu'au 16 février dernier. Il est parti de Payta, le 19 mars, par suite d'un retard de 40 jours qu'a éprouvé le paquet anglais. Dans notre prochain numéro nous offrirons à nos lecteurs les nouvelles les plus intéressantes.

VARIÉTÉS.

RÉSUMÉ DES RENSEIGNEMENTS REÇUEILLIS

SUR LE

SERVICE DE L'IMMIGRATION, A LA TRINIDAD.

(Extrait de la Revue maritime et coloniale.)

Un. le Messager du 20.

Prise. — Il a été payé, par tête d'immigrant indien, de 1845 à 1859 inclus, quarante-huit-cinq pence (356 £ 87 centimes), maximum quatre livres seize shillings (395 francs), minimum deux shillings six pence (14 francs 67 centimes). De 1860 à 1862, cette somme est en escompte, le tarif minimum est de deux shillings six pence (14 francs 67 centimes) et le maximum, neuf shillings quatre pence (561 £ 67 centimes). Celle assise le trent-trois cher, chaque immigrant indien a coté dix-sept livres, soit 429 francs.

On passe parage, escompte pour les adultes, demi-prix pour les enfants au-dessous d'un an. Coûts aux-dessous de ce prix sont nuls.

La dépense totale par tête d'immigrant introduit dans la colonie est de 1845 à 1859, une livre vingt shillings six pence (519 francs 57 centimes) jusqu'en 1859. En 1861, cette dépense s'est élevée à dix-sept livres dix shillings (487 £ 50 centimes). Et si on donne trois livres, comme il a été demandé, pour le recrutement, l'immigrant indien pourra revenir à vingt livres, soit 600 francs.

Impulsion. — Ainsi qu'on l'a vu, les frais de recrutement et ceux pour l'assassinat sont pris en charge par la colonie.

Pour les deux à bord, les frais de transport restent à la charge du capitaine, ceux de recrutement sont supportés par la colonie.

Quant à la dépense totale, relative aux immigrants âgés ou infirmes, elle incarne exclusivement à la charge coloniale.

— L'autorisation donnée à l'immigrant, avec ses parents, d'emmener tout ou partie de son trousseau de la part de ces immigrants. Pour toucher la prime, ils déclarent, comme chaque leurs pères, mères, etc., des infirmes, trop âgés pour le travail, qu'il s'empresse de renier dès leur arrivée dans la colonie. Comme la législation locale ne contient aucune clause contre cet abus, il est dans l'ordre de la colonie qui

pourrait être déposée de verser l'assistance de ces personnes. Pour tous les immigrants valides débarqués, l'employeur paie chaque année d'assurance, pendant la durée du contrat, une somme de deux livres (40 francs), soit pour 2 ans des livres (240 francs), qui représentent les deux tiers de la dépense totale, au moment où cette somme a été fixée. Le complément de cette dépense est au compte de la colonie. Il ne devrait être que d'un tiers du prix de recrutement : il est aujourd'hui de près de moitié. En 1861, 91 £ 10 francs.

L'annuité cessera d'être payée par l'habitant pour les immigrants décris ou marouss. Il est à consigner ici que c'est à l'habitant lui-même qu'il appartient de constater et de faire connaître à l'agent général les cas de maroussage.

Les sommes versées par l'agent au temps colonial à raison de l'immigration bancale, avances faites à l'immigrant, amènées, forment une dette privilégiée sur l'habitation, d'après consignation de l'agent général.

Il n'y a pas de cause spéciale de l'immigration : ce service est commandé au budget général de la colonie. Cependant, en outre des annuités payées par l'agent, certaines contributions y sont exclusivement affectées, telles que les droits à l'exportation sur les produits de la colonie.

(1). Il est bon de faire remarquer qu'en attendant l'appréciation de la convenue pour approuver cette taxe.

une et une nouvelle taxe de un shilling par acre sur les terres cultivées ou non cultivées ("land tax"). On y applique également les taxes provenant des fausses déclarations en matière d'assurance des denrées coloniales et des contraventions à l'ordre public sur l'immigration.

Registre maritime. — L'agent général des immigrants tient un registre dans lequel il inscrit les noms de tous les immigrants arrivés dans la colonie, avec indication du numéro, de l'âge, du sexe, de l'origine, de la date du départ et de l'arrivée, du coût du passage, du droit au rapatriement, du nom de l'impêcheur et le nom des travailleurs qu'il a embauché pour son salaire.

Liège et franchise d'immigration : formalités à remplir. — En ce qui concerne le liège, l'habitant qui veut des travailleurs étrangers doit adresser sa demande à l'agent général de l'immigration pour le numéro qu'il désir obtient dans l'année suivante. Il s'engage à leur payer le salaire d'après les conditions du contrat, et se soumet aux ordonnances publiées ou qui pourraient être édictées. L'immigrant, il déclare, il déclare devant un juge indépendant et du juge de paix, devant lequel il peut fournir aux immigrants des logements et sous-médicaments convenables.

L'agent général de l'immigration établit une liste des demandeurs d'après l'importance de leurs habitations. Il divise cette liste par groupes d'habitations, regroupant un nombre d'arpents cultivés au moins égal à 100.

Il se propose de remplacer prochainement, pour apprécier l'importance de l'habitation, le nombre d'arpents par la valeur totale des taxes payées pour l'habitation).

La division faite, on obtient généralement des listes de vingt groupes, entrecoupés soit par les immigrants qui ont acheté des terrains.

Formation des lots : cotisations et franchises. — Les lots sont formés en réunissant deux ou plusieurs familles, soit membres d'une même famille et parents aussi. Dans tous les cas, l'agent général ne peut séparer les mariés de leurs femmes ni les enfants ayant moins de quinze ans de leurs parents ou de leurs protecteurs naturels. On ne compte pas dans les lots les non-adultes, c'est-à-dire les immigrants arrivés depuis moins de dix ans, et les vieillards impropre au travail qui ont plus de vingt ans.

Les lots ne sont pas égaux entre eux, en raison du mode de raffle-

ment. Le nombre des immigrants composant chaque lot est déterminé de la manière suivante : on divise le nombre total d'arpents cultivés des demandeurs par le chiffre du convivial et on multiplie le résultat par la somme d'arpents de chaque groupe d'habituation, et on attribue ainsi de nouveau le nombre d'immigrants qui peuvent être admis à chaque groupe.

La répartition, dans chaque groupe de plusieurs habitations, a lieu d'après le rang dans le groupe, fixé par le sort, assorti la clôture de la liste générale des demandeurs. Ce rang est suivi pour tous les lots jusqu'à ce que chaque habituation ait reçu le nombre demandé.

La délivrance des immigrants à l'engagiste a lieu que sur la présente de la quittance du receveur général constatant le paiement de la prime et de l'assurance, et que l'agent général ait reçu la confirmation de ce que les lots des immigrants ne seraient pas immédiatement placés, l'agent général de l'immigration est chargé de pourvoir à leur nourriture et à leur logement aux frais de la colonie.

Échappée de leurs. — Dans certaines circonstances, le gouvernement peut autoriser les échanges. L'habitant qui contracte avec l'agent général de l'immigration pour la colonie, doit être approuvé et constaté par l'agent général des immigrants pour être validé dans la colonie. Cette approbation ne peut être donnée qu'après que le contrat porte la signature ou la marque des parties contractantes et qu'il soit attesté par un notaire public, un conseil britannique ou autre personne agissant au nom du Gouvernement, qui déclare que les parties l'ont passée volontairement, et que l'agent général de l'immigration ait vérifié que les personnes existant sur l'immigration n'ont pas été engagées. L'agent général des immigrants fait son rapport au gouverneur, qui déclare s'il a lieu d'approuver le contrat.

L'immigrant est engagé pour rester deux ans dans la colonie, les cinquante premiers sous contrat spécial, chaque année comprenant un nombre effectif de journées de travail, à raison de vingt-six jours par mois, et de deux jours de repos.

Le contrat spécial pour les immigrants se fait à bord pour trois ans sous un même employeur, et se renouvelle au commencement de chaque des deux dernières années. À l'expiration complète soit de la première, soit de la seconde période, l'agent peut changer d'employeur, en ayant soin de prévenir un autre agent général de l'immigration, et de faire savoir à l'agent général de l'immigration que l'immigrant a été engagé par un autre, sans tirer de son titre que l'agent général de l'immigration ait été informé. L'immigrant peut aussi requérir de l'agent un rappellement si son engagement primaire ne vient pas de ses termes. Dans le cas contraire, son contrat continue de droit avec le même employeur.

L'employeur est tenu, s'il en est requis par l'immigrant, de lui donner un certificat constatant qu'il a accompli le temps de service demandé par son contrat.

Certificats : remboursements. — L'immigrant peut, aux époques déjà déterminées, et en remboursant les formalités indiquées plus haut, se libérer du temps de service qu'il a laissé à faire sous contrat, en payant à l'agent général une somme fixe de trois francs sterling par année. Il peut exiger alors un certificat constatant qu'il a effectué son engagement, et que l'agent général de l'immigration a été informé de son départ, et que l'agent général de l'immigration a été informé de son départ.

Le remboursement doit se résoudre d'après l'assurance sociale, et pendant toute la durée l'immigrant reste soumis au régime spécial des immigrés sous contrat.

La colonie ne paie aucune prime pour les engagements, mais généralement l'agent général offre une aide aux engagés ; elle est ordinairement de deux livres, montant d'une annuité.

Le gouvernement peut autoriser l'agent général de l'immigration à délivrer des certificats d'exception de responsabilité industrielle aux immigrants qui, par maladie, accident ou autre cause, sont incapables de travailler. Il peut les faire rapatrier dans la fraude de la colonie.

A l'expiration de la période de présence dans la Vie, des passes-parts doivent être remises aux immigrants qui quittent la colonie.

Bures du trésor. — Comme il a déjà été indiqué, la durée du travail est fixée à sept heures par jour. Mais à la Trinidad, le travail se fait presque entièrement à l'ile. La tâche est variée, suivant la nature des travaux ; mais elle correspond, pour le contact, à une journée de travail. Les bons travailleurs n'emploient guère à la fin de la cinquième ou sixième heure. Pendant la récolte, ceux qui sont occupés à la fa-

l'agent général devait également tester la journée et recevoir un salaire plus élevé.

Sous le régime des aliés immigrants est le même que celui des étrangers résidant dans leur pays sans contrat. Il est par sauf variété très simple et régulier : il empêche entre vingt-cinq et trente-cinq écus (1 franc 25 centimes à 1 franc 80 centimes), pour une journée effectuée, soit à 1 franc 62 centimes pour la tâche.

D'après le règlement fait par l'agent général de l'immigration, les salaires mensuels versés aux immigrants devaient être au moins le maximum de vingt-cinq francs ; quelques-uns descendaient jusqu'à cinq francs. On peut faire porter le chiffre de vingt francs comme une moyenne supérieure à la réalité.

L'engagement est payé entièrement en argent, ordinairément tous les mois, comme il le préfère, quelqufois tous les quinze jours ou tous les huit jours. Toujours, l'engagement est fait par son contrat, à telles jours toutes les trois années, et ce qui concerne l'Indien, et toutes les semaines en ce qui concerne les Chinois.

Chômage ; contestations. — Le nombre des journées de travail dans l'année est égal au nombre de jours qu'il coûte, déduction faite des dimanches et des trois jours fériés (Noël, Jour de l'an et Vendredi-Saint). Les jours de chômage sont ceux où l'employeur paie l'agent par l'immigration à l'exclusion des termes de son contrat.

Les personnes, les habitants sont tenus d'adresser, tous les trois mois, à l'agent général des immigrants un état nominatif dans la forme approuvée par le gouvernement, lequel fait ressortir, pour chaque engagé, le nombre de journées de travail fournis, les absences, les causes du chômage, les insuffisances et les dérives.

L'agent général des immigrants se sert de ces états pour annoter les contrats des immigrants, des journaux de chômage qu'ils doivent rendre périodiquement.

Ces journaux de chômage comprennent, outre les absences au travail sans cause légitime, le temps passé en prison pour condamnation pour délit, y compris les jours de prison preventive.

Il n'existe pas d'autre certificat que ce qui est établi pourtant résultant d'enquêtes faites sur les personnes des immigrants, et cela d'entre eux par trop grossières commises par les habitants dans la réception des étrangers.

Précautions. — L'habituation ne doit à l'immigrant que le salaire, le logement et les soins médicaux. La nourriture et le logement sont à la charge de l'engagé, excepté en cas de maladie, et l'employeur leur doit des secours, à moins de conditions contractuelles.

Les frais médicaux, et des soins de santé, sont à la charge d'un fait étranger au travail, et l'assurance contre les accidents — l'employeur. Dans tous les cas, il est de règle, que les journées de maladie ne soient pas constatées comme chômage, et ceci dans la suppression faite pour décompter les contrats.

Les avances faites aux immigrants avant leur départ du point de retraite, sont restées dans les deux dernières années d'une valeur de 3 francs (3 francs 40 centimes) par mois, au maximum. Ces sommes ont été prélevées sur aucun cas, excéder devant goudres (1 franc 80 centimes). Les indiens de Calcutta, ne reçoivent pas généralement d'avances.

Assurances de travail. — Les immigrants se pourvoient des assurances de travail qui leur sont nécessaires, et sont chargés de les renouveler. Le système a changé par l'usage, car l'ordre d'assurance ne connaît aucune prescription, toutefois.

Assurances pour les agents immigrants sous contrat. — Tous les immigrants recrutés par les agents de la colonie sont soumis au régime du travail sous contrat. L'agent général, à leur arrivée, peut les engager à tel employeur qu'il juge convenable, avec confirmation d'ordonnance, pour une période qui ne doit pas dépasser six mois. Si l'agent dépasse les contrats, il empêche que les servies soit dues, en cas de vente, avec le nouveau propriétaire, et, en cas de décès, avec les héritiers ou sans cause. En dehors de ces circonstances, l'immigrant ne peut être déplacé de l'habitation, et le contrat n'est transmis à un autre employeur qu'avec son consentement et celui de l'agent général de l'immigration.

Les immigrants sont assurés sous la protection et la surveillance de l'agent général, mais doivent toujours s'adresser, en cas de plaintes, de réclamations, etc., excepté en matière de grève pour lesquels ils peuvent recourir directement aux magistrats locaux.

Pendant toute la durée de son engagement sous contrat, l'immigrant ne peut quitter ses habitations sans être muni d'une passe-signe pour son employeur. Quand il n'est plus sous contrat, il doit être toujours à l'assistance.

L'immigrant rencontré sans passe-signe de son habitation pendant les heures de travail, par son employeur, par toutes personnes employées par lui, est engagé, et partout appelé de police, doit être arrêté et renommé sur son habitation.

Tout immigrant qui possède de préférence sa passe ou son certificat de résidence, ou un passeport de l'immigration, aux agents de police, aux propriétaires, ou à l'occupant de toute terre sur laquelle il est rencontré, ou par maison dans laquelle il est trouvé, peut être saisi et conduit, sans mandat, devant le juge de paix qui fait immédiatement une information sommaire, et ordonne, s'il y a lieu, l'incarcération jusqu'à l'issue de l'audience pour un temps qui ne peut excéder que trois mois.

Il ne peut être faire faire une recherche pour déterrir son identité, mais il peut être arrêté. Le certificat de l'agent général, concernant son immémorial, donne pour délits des sous contrat, suffit pour que tout juge soit tenu de le faire mettre immédiatement en liberté, sans en prévoir la partie qui a obtenu le mandat.

Dans toutes procédures, il y a droit au juge de paix, soit d'un immigrant sous contrat, soit à son employeur, pour le renouvellement de son assise, soit à l'agent général, lorsque son sous contrat pour violation de son engagement ou manquement à ses devoirs, il n'est exigé aucunement de l'audiencer de l'une ou de l'autre partie ; alors tout contrat signé par l'agent général doit être admis comme preuve, sauf qu'il ait besoin que cette signature soit attestée.

Surveillance ; exécution des contrats et de l'ordonnance ; pénalités. — L'agent général est seul chargé de l'application, et de la surveillance des immigrants, et de ce qui précède, par l'ordonnance, de faire des visites, et sur toutes les habitations qui emploient les immigrants, afin de les inspecter et de constater l'état et la condition de ces travailleurs. Il peut, en outre, renouveler ces visites quand il le juge utile, penetrer à toute heure du jour sur les habitations et assemblées tout ou partie des travailleurs primitifs.

Il y a lieu de rappeler que l'insuffisance du personnel n'a pas permis jusqu'ici à l'agent général de faire ces inspections.

Toute personne qui aurait entravé, par action, l'agent général des immigrants dans sa visite sur une habitation et tout employeur qui aurait refusé ou neglige de faire le rapport trimestriel dont il a déjà été question, qui refuserait de donner les renseignements dont l'agent pourrait avoir besoin, sur l'état et la condition des immigrants, seraient passibles d'une amende de 100 francs, et être punis par le juge de paix, et qu'il pourra être privé d'aller vivre sur place pour chaque délit.

L'agent général peut annuler les contrats : 1^o quand l'immigrant a été mal traité par son employeur ou que celui-ci ne remplit pas les conditions de son contrat ; 2^o quand l'immigrant néglige son travail ou s'absente sans motifs légitimes ; 3^o quand il est dans un état ou malade, sans motif légitime.

L'agent général peut faire publier dans la gazette royale.

Sur le rapport de l'agent général, le gouverneur, au moyen d'un avis dans la gazette, peut aussi annuler les contrats, si les logements et les soins médicaux sont mauvais ou insuffisants ; ou pour tout autre motif dont il reste seul juge.

Tout immigrant qui a contracté à l'étranger, peut être renvoyé, sans son consentement, avec un autre employeur par l'agent général, pour le temps complémentaire de ce contrat.

L'immigrant qui, sans excuse légitime, s'absente de son travail, perd tout droit à la salaire pendant le temps de l'absence et peut être vendu, par un juge de paix, pour échappe de ce genre, à un emprisonnement de quatre-vingt jours au maximum avec travail obligatoire.

Peut être condamné à un emprisonnement qui ne peut excéder trois mois, et au travail obligatoire pendant le temps de la peine, tout immigrant qui fasseusement prend avoir complété sa résidence industrielle ou qui emploie, donne ou prête, contrepartie ou charge, dans un but frauduleux, un agent ou fonctionnaire.

Tout agent de l'administration ayant reçu, à son bord, pour le transport d'un agent de l'administration, une somme de 50 francs, et ayant été payé d'une passe, est passible d'une amende de vingt livres sterling (50 francs) au maximum, pour chaque immigrant qu'il aurait reçu ou abrité.

Si un capitaine a reçu à son bord des immigrants qui ne sont pas venus d'un passe-signe, avec l'intention de les emmener hors de la colonie, il peut être condamné par le juge de paix à une amende qui n'excède pas 50 francs livres sterling par tête. La même peine s'applique à toute personne qui aura aidé ou facilité le départ de ces immigrants.

Toute personne qui sciemment, abrite chez elle ou permet que soit venue un immigrant engagé avec une passe-signe, peut être punie par un juge de paix, au moyen de la amende à une somme que ne peut excéder vingt francs, et qui est payable aux autorités auxiliaires, en outre, à titre d'indemnité, à l'employeur, le somme de dix shillings (12 fr. 60 c.) pour chaque jour que ledit immigrant aurait été abrité ou logé par lui.

L'action doit être intentée par l'agent d'immigration ou l'employeur dans le délai d'un an, à partir du jour où le délit a été commis.

Les immigrants, devant soumis aux lois de l'ordre d'assurance pour toutes les contraintes et obligations qui relèvent à l'extension de leurs contrats. Ils ne peuvent aucun moyen, puisque les contributions sont basées sur la propriété.

Rapatriement. — Le rapatriement est fait à l'immigrant à l'issue de ses dix années de présence dans la colonie. D'après l'ordonnance, l'immigrant qui doit essayer d'un passe-signe de retour doit verser à la colonie, en attestation de son retour, une somme fixée par le gouvernement, à l'agent d'immigration, et ne devant pas excéder sept livres, cinq shillings et dix deniers (181 fr. 87 gr. c.) pour chaque immigrante.

Mais l'ordonnance ne s'excuse pas. Pour les rapatriements déjà effectués, la colonie a supporté toute la dépense. On se propose, dorénavant, de régulariser cet état de choses par l'annulation de la dette.

L'immigrant conserve toujours son droit au rapatriement, à moins qu'il n'ait été déclaré qu'il n'a pas profité de la première occasion qui lui a été offerte.

Conseil d'épargne. — Il existe deux caisses d'épargne spéciales aux immigrants : l'une au Port-d'Espagne et l'autre à São-Fernando. Elles sont tenues par le receveur général et les sous-receveurs, mais les contributions sont basées sur la propriété.

L'assurance actuelle de la caisse d'épargne du Port-d'Espagne est de sept milliers francs (175,000 francs).

Orphelinat ; contrats. — Tout enfant, âgé de moins de quarante ans, qui se trouve privé ou n'est abandonné de ses parents, ou de sa gente, par ses propres moyens, et qui n'a pas d'autre parent, est considéré comme orphelin indigent. Il a le droit de paix est autorisé à faire un contrat, au nom de son orphelinat, avec tel employeur qui se présenterait et qui remplirait toutes les conditions déterminées par l'ordonnance.

Le contrat ne peut excéder une durée de cinq ans. Toutefois, l'orphelinat peut déposer deux-tiers.

L'employeur s'oblige à fournir à l'orphelinat la nourriture, le logement, les soins médicaux, et à verser au moins une somme par mois, dans la mesure dans le contrat ou les besoins essentiels de la famille domestique.

Les apprêts sont tenus de servir avec zèle et fidélité et d'obéir, en tous points, aux ordres de l'employeur.

En cas d'inéxécution des conditions sus-écrites, le juge de paix peut rompre le contrat, comme aussi dans le cas de consentement malaisé des parties.

Immigration privée. — L'immigration privée se fait par l'intermédiaire de l'administration sur demande adressée au gouvernement par l'habitual ou son représentant, qui doit fourrir une caution suffisante.

Ces immigrants sont introduits en sus de ceux recrutés aux dépens publics.

Renouvellement est fait au trésor des frais de passage, et, en outre, de deux livres (72 francs) par tête pour frais de commission et de retraite.

Les contrats sont passés dans les mêmes conditions que pour les immigrants. En cas de rupture du contrat pour un motif quelconque, que dans les termes de l'ordonnance, l'agent général, ou de son employeur par un autre immigré, les sommes versées par l'immigrant ou par l'agent général sont remboursées à l'engagé introduit.

En ces conditions, l'immigration par les particuliers est loi d'être encadrée puisque l'introduction, outre un droit de recruitment de trois livres sterling supérieur à celui fixé par l'ordonnance, passe immédiatement le transport, supporté entièrement la dernière partie d'introducteur et le coût de l'assurance, et de l'assurance de l'agent, par l'assurance de l'agent ou de l'assureur ou de l'agent, ou par l'assurance de l'assureur ou de l'agent.

